

## Ce fédéralisme qui divise les Irakiens...

---

Par : Masri Feki © The Jerusalem Post (Israël)

19 septembre 2006

Source : [www.masrifeki.com](http://www.masrifeki.com)

---

**Le parlement irakien a ouvert mardi 5 septembre sa nouvelle session dans la Zone verte fortifiée de Bagdad. Cette nouvelle session devrait être largement consacrée à la création controversée de nouvelles régions, regroupant les provinces actuelles, conformément à la constitution adoptée en octobre 2005.**

Si la place de l'islam dans la constitution et le mode de répartition des richesses ont récemment suscité des divergences au sein du parlement irakien, les différentes communautés du pays ont surtout beaucoup de mal à se mettre d'accord sur la définition fédéraliste du nouvel Irak. Et si les Kurdes ont derrière eux une expérience de quinze ans d'autonomie, ce n'est pas le cas des sunnites, habitués à l'Etat centralisé, et encore moins des chiites, assoiffés d'autonomie après trois décennies de domination sunnite. Les seuls opposants au fédéralisme sont les Arabes sunnites qui voient dans le fédéralisme l'éclatement de l'Irak et la concentration des richesses dans des régions autonomes contrôlées par les Kurdes au Nord et les chiites au Sud, les sunnites devant se contenter du Centre du pays, largement désertique.

Chacune des trois principales communautés du pays cherche à garantir sa présence sur la scène politique et à conserver les acquis accumulés par le passé. Les Arabes chiites sont les vainqueurs des dernières élections législatives ; ils détiennent à ce titre les clés du nouveau système. Les Kurdes ont réussi à acquérir un statut d'autonomie assez avancé depuis la première guerre du Golfe en 1991 et se sont assurés la protection par les alliés de la zone Nord qu'ils peuplent en majorité. Quant aux Arabes sunnites, ils ont été les maîtres de l'Etat irakien moderne depuis sa naissance en 1920. Contrairement aux récents développements concernant les communautés arabe chiite et kurde dans la sphère publique, les acquis de la communauté sunnite font essentiellement partie du passé. Les Arabes sunnites sont à ce titre les principaux perdants du nouvel Irak postbaassiste et semblent être parfaitement conscients du défi auquel ils sont confrontés à l'heure actuelle.

Le fédéralisme est l'antithèse du modèle étatique unitaire proposé par les panarabes en général et ceux de l'ancien parti Baas irakien en particulier. Pour comprendre les récents blocages parlementaires au sujet de la forme institutionnelle du nouvel Irak, il est indispensable de prendre en considération les effets de la propagande inouïe – tant médiatique que présente dans les instances éducatives – entretenue par le Baas, parti auquel appartenait le président déchu Saddam Hussein. Une propagande qui entendait mettre en garde la société irakienne contre les ingérences étrangères qui résulteraient d'une autonomie, même faible, des gouvernorats. L'ancien régime de Bagdad avait l'habitude d'accuser l'Iran et Israël d'être les fers de lance d'un complot mondial fomenté contre le projet panarabe duquel se revendiquait le Baas. Les baassistes irakiens voyaient, à l'instar de leurs aînés syriens, le complot juif mondial derrière la cause kurde. Ils suspectaient en outre des manœuvres perses *séfévides*<sup>1</sup> dans les gouvernorats à majorité chiite du Sud.

Aujourd'hui encore, cette vision – archaïque pour le volet iranien et peu défendable pour le volet kurde – est fortement présente dans l'opinion publique arabe en général, laquelle n'a d'ailleurs jamais connu de régime autre que centralisé. En effet, depuis la chute de l'Empire ottoman en 1917, aucun des pays dits "arabes" qui ont vu le jour au Moyen-Orient<sup>2</sup> n'a connu de système politique fédéral ou décentralisé, exception faite du statut spécial

---

<sup>1</sup> En référence à l'expansionnisme de l'Empire perse de la dynastie séfévide qui a régné sur l'Iran jusqu'au 19e siècle.

<sup>2</sup> Ni en Afrique du Nord d'ailleurs.

qu'accordait Le Caire aux provinces soudanaises avant l'indépendance de l'Etat soudanais en 1956. Mais là encore, comme à l'époque de l'Empire ottoman, il s'agit d'un pays (le Soudan) qui appartenait à un autre (l'Egypte) plus qu'il n'en faisait partie.

Le fédéralisme est ainsi assimilé dans l'inconscient arabe au séparatisme des *vilayets*<sup>3</sup>. Les Arabes, de façon apparemment étonnante, étaient les premiers à prôner le fédéralisme dans l'espace ottoman et la levée de la tutelle d'Istanbul dans les régions arabophones. Mais justement, derrière leurs revendications régionales, ils ourdissaient des visées séparatistes. Quoi de plus compréhensible, dans ces conditions, si une partie de l'opinion publique arabe d'aujourd'hui se remémore les souvenirs lointains de l'époque de la botte turque en entendant les parlementaires kurdes irakiens exprimer les aspirations de leurs électeurs.

En second lieu, le fédéralisme est conçu comme un grand ensemble qui unit plusieurs petits ensembles. Pour les panarabes, si un Etat arabe fédéral devait voir le jour, ce serait le grand *Watan arabi* (Patrie arabe) qui remplacerait la Ligue vacillante des Etats arabes et ferait des Etats qui y siègent des provinces fédérées ou décentralisées du grand Etat arabe prêché par le panarabisme nasséro-baassiste.

Les tenants de ce discours soutiennent que les Etats fédéraux dans le monde sont toujours nés d'une union d'Etats autonomes ou confédérés et non de la désintégration d'un Etat unitaire. Cet argument est démenti par les faits, car de nombreux Etats unitaires dans le monde se sont transformés en Etats fédéraux suite à des événements internes ou des intrigues partisans ; c'est le cas du Brésil au moment de l'adoption de la constitution d'octobre 1988 ou de la Belgique en 1993.

L'idéologie panarabe, se réclamant de la lignée du pangermanisme et du panturquisme, propose une conception intolérante de la nation, qui exclut les populations non arabes de la communauté idéale de l'Etat arabe. Cette vision intolérante de la nation est aujourd'hui rejetée par une grande majorité du peuple irakien.

Le pluralisme politique est incompatible avec la vision nationale défendue par les panarabes en général et ceux d'Irak en particulier, qui voient dans le modèle fédéral qui leur est proposé la fin de leur projet. Il est possible d'affirmer aujourd'hui que le débat sur le projet constitutionnel présente aux partisans du panarabisme une dernière occasion de s'exprimer. Un autre sujet prêtant à controverse est actuellement abordé : la question du drapeau irakien. Le gouvernement kurde autonome d'Irak a relancé la polémique sur le drapeau national la semaine dernière, en ordonnant de ne hisser que le drapeau kurde sur les bâtiments publics de la région, refusant de déployer le drapeau irakien, "héritage du régime de Saddam Hussein".

Le drapeau kurde, rouge et vert frappé d'un soleil jaune, flotte à présent sur les bâtiments publics, rapporte Kurdish Media. "La décision du président kurde (président de la région du Kurdistan irakien, autonome depuis 1991) Massoud Barzani est courageuse et répond aux aspirations du peuple", écrit un contributeur du site kurdophone. "Le drapeau irakien symbolise l'oppression du peuple kurde par Saddam Hussein", écrit-il en référence aux nombreux massacres commis contre les Kurdes irakiens par l'ancien dictateur de Bagdad. Les Irakiens n'ont pas encore réussi à se mettre d'accord sur un nouvel emblème national après la chute de Saddam Hussein, en avril 2003.

Lorsque soumis aux normes d'une approche consistante, le fédéralisme paraît convenir à la nature même de la Mésopotamie et se placer dans la continuité historique de ce pays. L'Irak était en effet déjà fédéral (ou confédéral ?) du temps de l'Empire ottoman. Trois entités territoriales autonomes y cohabitaient : Bassorah au Sud, Bagdad au Centre et Shahrzoud au Nord. S'ils adoptent à nouveau ses principes, les Irakiens auront à la fois défié les théoriciens du panarabisme fascisant du Baas et affirmé leur attachement à l'identité plurielle de l'Irak. Tout en se gardant de tout idéalisme, on peut imaginer que le nouvel Etat irakien en train de naître servira peut-être de modèle à suivre pour ses voisins. Il serait pluraliste,

---

<sup>3</sup> Provinces ottomanes du temps de la Sublime Porte.

multiculturel et multiconfessionnel, représentatif et démocratique. Mais ce nouvel Irak serait surtout le premier de ces "pays arabes" à avoir surmonté le défi de la modernité.